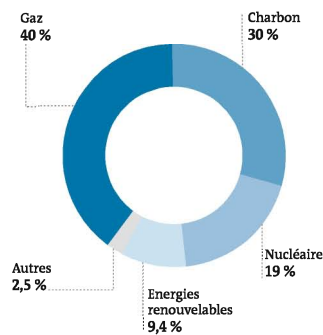




Le site de la centrale nucléaire d'Hinkley est située près de la cité industrielle de Bridgwater dans le Somerset, au sud-ouest de la Grande-Bretagne. EDF ENERGY

Une électricité encore « fossile »
Répartition des sources d'énergie pour la production d'électricité en 2011 au Royaume-Uni



Source : Department of Energy and Climate Change

EDF joue l'avenir de l'EPR au Royaume-Uni

C'est un pari à plus de 15 milliards d'euros que tente l'électricien outre-Manche. Mais au-delà des deux centrales qu'il veut y construire, c'est bien la pérennité de la filière nucléaire française qui est en jeu dans la campagne anglaise

ERIC ALBERT

Bridgwater (Royaume-Uni)

Keepp calm and carry on. « Rester calme et continuer, comme si de rien n'était » : l'affiche, en larges lettres blanches majuscules sur un simple fond rouge, devait être utilisée par les autorités britanniques en cas d'invasion nazie pendant la seconde guerre mondiale.

Récemment retrouvée dans les Archives nationales, elle est devenue très populaire auprès des Britanniques, qui en ont fait un slogan de temps de crise. Vincent de Rivaz, le patron d'EDF Energy, la filiale de l'électricien français au Royaume-Uni, en a aussi fait son leitmotiv. « J'em'ensers tous les jours », assure-t-il.

Voilà près d'une décennie, il est vrai, qu'il lutte pour pouvoir construire des centrales nucléaires outre-Manche, abritant notamment des réacteurs de troisième génération ou EPR. Et les obstacles ne manquent pas. Au fil des ans, ils se sont même multi-

pliés : la crise financière de 2008, le tsunami puis la catastrophe nucléaire de Fukushima au Japon en mars 2011 ; plus récemment enfin, le très sérieux dérapage du coût de la centrale EPR de Flamanville (Manche).

M. de Rivaz s'approche aujourd'hui d'un moment crucial. Dans les semaines qui viennent, au pire dans quelques mois, l'électricien français dira s'il se lance dans la construction de deux centrales à Hinkley, dans le Somerset (sud-ouest du Royaume-Uni), suivies potentiellement par deux autres à Sizewell, dans le Suffolk (est du pays). Un pari gigantesque – à 15 milliards d'euros au moins – et essentiel pour l'avenir du groupe, qui sera rentabilisé sur trente ans et exploité pendant soixante.

Un défi aussi, car la technologie EPR semble mal en point depuis qu'EDF a admis que le coût du chantier de Flamanville allait atteindre 8,5 milliards d'euros, deux fois et demie les estimations initiales. Une annonce d'autant plus dommageable que l'autre EPR, construit en Finlande, connaît des déboires similaires. Seules deux centrales de cette

catégorie qui sont en construction en Chine suivent le calendrier et le budget prévus. Un succès de l'électricien français au Royaume-Uni pourrait être la dernière chance pour cette technologie. « L'avenir de l'EPR est en jeu », reconnaît M. de Rivaz. Et les experts confirment. « Le Royaume-Uni offre la possibilité de construire plusieurs EPR, d'industrialiser le processus. C'est d'une importance capitale. Les Chinois et les Sud-Coréens ont prouvé qu'ils pouvaient le faire, pas les Français », estime Tony Ward, d'Ernst & Young.

Au-delà des enjeux technologiques, c'est la rivalité avec l'Asie qui se joue. D'un côté, l'Europe semble se retirer du nucléaire : l'Allemagne, l'Italie et la Suisse notamment ont annoncé y renoncer, après Fukushima. De l'autre, la Chine construit vingt-cinq centrales. Si la plupart sont de conception occidentale, c'est en train de changer : les groupes chinois acquièrent peu à peu la maîtrise technique de la construction.

Cette nouvelle concurrence est prise très au sérieux par M. de Rivaz. Les entreprises occidentales, françaises en tête, ont été leaders sur ce marché

depuis quarante ans. Est-ce le tour des chinois ? « La place de l'industrie française dans le monde est en question », reconnaît M. de Rivaz.

Pour les pronucléaires, le Royaume-Uni est devenu un pays-clé, l'un des seuls en Europe à ne pas avoir changé de cap après Fukushima. L'équation énergétique locale en est la cause : le pays a un parc vieillissant de centrales à charbon et à gaz. Pour atteindre ses objectifs environnementaux, il doit vite les remplacer par des sites à technologies « propres ».

Pourtant, l'électricité renouvelable, notamment éolienne, ne produit pas suffisamment régulièrement. « Les Britanniques sont pragmatiques, explique Jan Liddell-Grainger, le député conservateur de la circonscription où se trouve Hinkley. Cegui nous préoccupe, c'est la sécurité d'approvisionnement. Nous avons besoin d'une base de production fiable : si ce n'est pas le nucléaire, ce sera le gaz ou le diesel, ce qui serait polluant. »

Par ailleurs, dans un pays où le nucléaire fait l'objet d'un quasi-consensus politique – travaillistes et conservateurs sont pour –, les « anti » sont restés presque inaudibles après Fukushima. Quant au parti libéral-démocrate, le seul traditionnellement opposé à cette technologie, il ne peut pas s'exprimer sur ce dossier depuis qu'il est entré au gouvernement : dans l'accord de coalition avec les Tories, il s'est engagé à ne pas bloquer les nouvelles centrales.

Pour autant, le projet d'EDF rencontre d'énormes difficultés, essentiellement financières. Le calendrier est sans cesse repoussé. Initialement prévu pour 2011, puis pour fin 2012, la décision d'investissement à Hinkley ne sera prise que début 2013, peut-être seulement en avril. « On n'est pas à une semaine ou un mois près », tente de relativiser M. de Rivaz, cachant mal une pointe d'agacement. Du coup, la mise en service de la centrale, prévue initialement pour fin 2017, a « ripé » à la première partie de la prochaine décennie.

EDF a pourtant mis toutes les chances de son côté. La stratégie d'attaque au Royaume-Uni a commencé en 2003. A l'époque, M. de Rivaz était déjà à Londres, à la tête de centrales électriques conventionnelles. « Le

Livre blanc sur l'énergie a été publié, et il ne donnait aucun avenir au nucléaire. Je me suis dit que ce n'était pas possible », dit-il. Mais un gros travail de lobbying a abouti, en 2006, à un demitour spectaculaire du premier ministre Tony Blair, pour qui le fait que le nucléaire n'émette pas de gaz à effet de serre changeait la donne.

Fort du soutien de l'Etat, EDF part alors à l'assaut de British Energy, la société qui exploite les centrales britanniques. L'acquisition est conclue en 2008 pour 15 milliards d'euros. Outre quinze réacteurs en activité, cet achat permet de mettre la main sur Hinkley et Sizewell, deux terrains parfaits pour y construire un EPR.

Le pays a un parc vieillissant de centrales à charbon et à gaz qu'il doit remplacer

Depuis, 800 personnes travaillent au projet des nouvelles centrales. EDF a déjà englouti plusieurs centaines de millions d'euros. Avec quelques succès : le concept de l'EPR vient d'être avalisé par l'autorité locale de sûreté, et le permis de construire est sur le point d'être accordé.

Sur le terrain, l'électricien a mis le paquet. Les mariages des environs ont été amadoués en leur versant 115 millions d'euros de compensation sous différentes formes. EDF se veut aussi un modèle de transparence. Dans le petit centre commercial de Bridgwater, à proximité de la future centrale, le groupe vient d'ouvrir une antenne entièrement consacrée à la réception d'un public qu'il faut rassurer.

Enfin, les travaux préparatoires ont débuté. Une barrière de six kilomètres a été érigée autour du terrain. L'approvisionnement en eau et électricité est en place. Même les blaieaux qui vivaient dans ce terrain vague ont été pris en charge. Des abris ont été construits spécialement pour eux.

Tout est prêt pour commencer les travaux donc. Tout, sauf le feu vert du groupe. Car il manque un détail, mais de taille : boucler le financement. ■

La décision est dans le bureau du ministre

L'équilibre financier des deux futurs EPR de Hinkley (sud-ouest de l'Angleterre) se joue dans le bureau de John Hayes. Le secrétaire d'Etat britannique à l'énergie négocie actuellement pied à pied le coût du mégawattheure (MWh) qu'il est prêt à garantir à EDF Energy, la filiale d'EDF au Royaume-Uni.

Conscient que les centrales électriques sans émission de CO₂ (utilisant les énergies renouvelables ou le nucléaire) sont plus chères que celles à gaz ou à charbon, le gouvernement prépare une loi qui garantisse un prix fixe à l'électricité « propre ». Si le prix de gros de l'électricité y est inférieur, le producteur touchera la différence ; s'il est supérieur, il la remboursera. Le niveau de prix, qui sera différent pour chaque technologie (éolien terrestre, éolien en mer, nucléaire...), est en cours de négociations.

Londres a promis de donner une réponse à EDF Energy d'ici à la fin de

l'année. A quel niveau ? Seule certitude, ce sera nettement plus que le prix actuel, qui tourne autour de 50 livres (60 euros) par MWh ; et bien moins que 140 livres (170 euros), prix qui a circulé dans la presse britannique, mais rejeté par EDF comme étant « absurde ». Selon le groupe français, l'objectif est de passer sous la barre des 100 livres (125 euros) et de descendre à un niveau de prix similaire à celui des énergies renouvelables les moins chères, comme l'éolien terrestre. Celui-ci tourne autour de 90 livres par MWh, selon le ministère britannique de l'environnement.

EDF Energy « n'y ira pas tout seul »

Mais il n'y a pas que le prix qui est en discussion. La durée de la garantie est essentielle. EDF espère convaincre Londres de signer pour une durée de trente ans, soit environ le point d'équilibre financier de la centrale. Du presque jamais-vu pour un gouvernement.

De son côté, EDF doit prouver que la dérive financière de l'EPR de Flamanville (Manche) ne se reproduira pas. Vincent de Rivaz, le patron d'EDF Energy, a envoyé au gouvernement un coût détaillé du projet pour Hinkley. Il refuse d'en préciser le montant mais assure que le problème de l'EPR normand n'a pas d'impact sur le projet britannique. Ensuite, une fois qu'il aura un prix garanti, EDF Energy devra trouver des investisseurs pour l'aider à financer le projet. « Il n'est pas question que nous y allons seuls », dit M. de Rivaz. Centrica, un groupe britannique de gaz qui possède 20 % de British Energy, a une option pour investir. Mais, échaudé par le coût sans cesse en hausse de l'EPR, il a laissé entendre qu'il y renoncera probablement. D'autres industriels ont été approchés, mais aucun nom n'est sorti. Enfin, des fonds de pension pourraient être intéressés. ■

E. A. (LONDRES, CORRESPONDANCE)